

Une fois de plus, un public nombreux, composé principalement de professionnels et de militants, était là pour prendre la mesure de la gravité de la situation singulièrement en Wallonie et à Bruxelles. C'est sur base du travail réalisé par Anne-Catherine Guio, Franck Vandenbroucke et Julie Vinck que la journée fut bâtie, permettant de souligner **l'importance d'agir structurellement sur ce fléau**. Loin de se limiter aux constats fatalistes, des propositions et pistes de travail furent énoncées. Il y va de la vie des enfants, des familles **et du potentiel de développement de Bruxelles et de la Wallonie**. Philippe Maystadt qui assurait la conclusion de la journée abonda dans ce sens.

Le 14 octobre 2013, trois jours avant la Journée mondiale de Lutte contre la Pauvreté, sortait le **Working Paper publié par l'IWEPS** qui établissait déjà une partie de ces constats alarmants.

Si les aspects structurels liés au logement, à la santé, à l'accès à la culture et aux loisirs, à l'accès à des emplois corrects, ou encore à l'accueil de la petite enfance nécessitent des politiques plus audacieuses, plus ciblées, plus rapides et ce, dans les deux Régions du pays pour enrayer l'appauvrissement, **la question de l'enseignement ressort comme un enjeu central**. Cela ne constitue plus une surprise pour personne. Le Conseil économique et social de Wallonie (CESW) a lui-même fait apparaître dans son mémorandum 2014-2019, la nécessité de s'intéresser à l'enseignement dès les premières années de la scolarité.

**Se refusant à en rester au stade des constats et souhaitant que les propositions des associations soient enfin prises en considération, un large panel d'acteurs sociétaux se fédèrent autour de la nécessaire réduction des coûts de la scolarité.**

Depuis longtemps, cet aspect est identifié par les familles comme l'un des éléments qui pourraient les soutenir dans leur rôle de parents et aider leurs enfants dans leur parcours scolaire. Cette priorité est relayée par bon nombre d'experts. Les coûts liés à la scolarité des enfants, de l'enseignement maternel aux études supérieures, sont très élevés en Fédération Wallonie-Bruxelles. Si cela a des conséquences immédiates sur le portefeuille du ménage, ce n'est pas sans conséquence sur la possible réussite de l'enfant.

**La non-gratuité scolaire pollue véritablement la relation triangulaire « parents-enfants-professionnels dans l'école » pourtant indispensable à une bonne accroche scolaire et à un trajet serein au sein de cette institution tellement essentielle.** En outre, les frais qu'engendrent la journée à l'école et l'année scolaire renforcent la stigmatisation, l'autocensure et la dépression familiale.

**Décider d'inscrire cette question à l'agenda politique, développer un plan stratégique cohérent et un phasage pour la décliner en actions concrètes ne relèvent en rien d'une utopie.** Depuis plusieurs années, la Flandre a fait le pas d'un plafond maximum à facturer pour les frais scolaires, plusieurs pays européens appliquent des formes diverses de gratuité. Les recommandations européennes sur la nécessité d'« Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité » vont dans le même sens. Il s'agit **de faire de l'enfant une priorité absolue**, sans quoi les bénéfices du développement régional ne pourront être engrangés. De nombreuses politiques sont nécessaires pour lutter contre les dégâts à court, moyen et long termes de la pauvreté des enfants et pour réellement investir en eux. **La lutte contre le coût prohibitif de l'école constitue un premier élément que les responsables politiques doivent réellement prendre à bras le corps.**

Si le fait de tendre vers la gratuité scolaire ne constitue pas le seul élément pour garantir que l'école réussisse avec tous et réduise ainsi les inégalités, elle en constitue toutefois un des éléments clés.

**C'est pourquoi, ensemble, nous demandons que les négociateurs intègrent dans les déclarations de politique régionale et communautaire ce chantier majeur pour la prochaine législature, à savoir la mise en place immédiate d'un groupe de travail qui réfléchira à la meilleure manière de procéder pour réduire les coûts de la scolarité. Il s'agit de tendre vers la gratuité, dans un cadre où les nécessaires marges budgétaires doivent être dégagées pour mener à bien cette politique essentielle. Plusieurs des associations et personnes signataires sont entièrement disposées à investir leurs compétences en la matière, davantage encore que ce qu'elles ont déjà fait.**

Ensemble, nous n'aurons de cesse tout au long de la législature, de veiller à ce que des décisions importantes soient prises en cette matière et soient appliquées.